

Convention collective

**IDCC : 2003. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(Vosges)
(16 mars 1998)**

(Bulletin officiel n° 1998-1 bis)
(Etendue par arrêté du 15 juin 1998,
Journal officiel du 25 juin 1998)

ACCORD DU 26 OCTOBRE 2012
RELATIF À LA DÉSIGNATION ET AU SUIVI DE L'ORGANISME DE PRÉVOYANCE
NOR : ASET1251419M
IDCC : 2003

Vu l'article 38 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges relatif à la garantie décès, invalidité permanente totale et rente éducation, et plus particulièrement son paragraphe *c* « Désignation de l'organisme de prévoyance et gestion des risques » ainsi que son paragraphe *d* « Cotisations » ;

Vu l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 relatif à la modernisation du marché du travail, modifié par l'avenant n° 3 du 18 mai 2009, les organisations signataires ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}

Désignation de l'organisme de prévoyance et taux de cotisation

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et dans celui de l'article 38 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes des Vosges signée le 16 mars 1998, la CIPREV, institution de prévoyance agréée sous le numéro 921 et dont le siège est à Epinal, 9, avenue Victor-Hugo, est désignée pour gérer, pendant la période du 2 mai 2013 au 1^{er} mai 2018, le régime de garanties visé au paragraphe *b* de l'article 38 susvisé en contrepartie des taux de la cotisation visée au paragraphe *d* de l'article 38 susvisé garantis par la caisse désignée ci-dessus pour cette période de 5 ans fixés à :

- 0,28 % des salaires bruts pour la garantie décès ;
- 0,01 % des salaires bruts pour la garantie rente éducation.

Article 2

Portabilité des droits à prévoyance

A. – Salariés visés

Bénéficient du droit à la portabilité des garanties décès, invalidité permanente et rente éducation prévues par l'article 38 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques et électriques des Vosges les salariés des entreprises comprises dans le champ d'application de la convention collective susvisée dont le contrat de travail a été rompu, hormis le cas d'une rup-

ture consécutive à une faute lourde et qui bénéficient d'un droit à indemnisation auprès du régime d'assurance chômage du fait de cette rupture.

Ces deux conditions sont cumulatives.

B. – Maintien des garanties décès et rente éducation

Les garanties décès et rente éducation seront appliquées dans les mêmes conditions que celles fixées par l'article 38 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective susvisée.

C. – Durée du maintien des garanties

La durée du maintien des garanties décès, invalidité permanente et rente éducation est égale à la durée du dernier contrat de travail des intéressés, appréciée en mois entiers, dans la limite de 9 mois de couverture.

La durée du maintien des garanties susvisées étant calculée en fonction de celle du dernier contrat de travail, la suspension du versement des allocations chômage, pour quelque cause que ce soit, n'aura pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien de ces garanties qui ne sera pas prolongée d'autant.

Les intéressés devront justifier auprès de leur ancien employeur de leur prise en charge par Pôle emploi et l'informer de la cessation du versement des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de maintien des garanties susvisées.

D. – Mutualisation du financement du maintien des garanties

Le financement du maintien des garanties sera inclus dans les cotisations des employeurs et des salariés versées dans les conditions précisées par le présent accord.

Article 3

Comité paritaire de suivi

Il est créé un comité paritaire de suivi de la gestion de la présente garantie composé d'un représentant de chacune des organisations syndicales de salariés signataires ou adhérentes du présent accord et d'un nombre égal de représentants de l'union des industries et métiers de la métallurgie des Vosges.

Ce comité aura compétence pour examiner toutes les questions relatives au fonctionnement de la présente garantie, et à ce titre :

- il assurera le suivi des opérations administratives et financières et l'examen du bilan et résultats annuels ; à cet effet, il recevra de la CIPREV communication du bilan, comptes de résultats ainsi que les états statistiques, démographiques et financiers relatifs à la garantie ;
- il examinera les propositions d'ajustements des dispositions de la garantie ;
- il examinera tous les litiges résultant tant de l'application de la garantie que du présent accord et s'efforcera d'y remédier par la voie de la conciliation.

Le comité se réunira au moins une fois par an pour la présentation du rapport annuel.

Article 4

Réexamen des modalités d'organisation de la garantie

Les conditions et modalités d'organisation de la garantie telle que définie ci-dessus ainsi que la désignation de l'organisme de prévoyance seront réexaminées par une commission paritaire au plus tard le 2 novembre 2017.

A cette occasion, le comité paritaire de suivi établit un rapport général sur le bilan et les résultats de la gestion de la garantie.

En cas de changement d'organisme assureur :

- la CIPREV assurera les revalorisations de la rente éducation par application de l'évolution de la valeur du point de retraite ARRCO ;
- la CIPREV garantira le maintien de la garantie décès aux assurés en état d'incapacité et d'invalidité lorsqu'ils sont garantis collectivement pour la couverture de ces risques dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi du 31 décembre 1989.

Article 5

Date d'application

Le présent accord s'applique à compter du 2 mai 2013. Le présent accord annule et remplace les dispositions des accords du 9 octobre 2002 et du 26 octobre 2007 sur la désignation et le suivi de l'organisme de prévoyance gestionnaire de la garantie décès visée par l'article 38 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective signée le 16 mars 1998.

Article 6

Dépôt

Le présent accord fait l'objet des formalités de dépôt, conformément au code du travail. Il est établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes.

Article 7

Extension

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord.

Fait à Remiremont, le 26 octobre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM des Vosges.

Syndicats de salariés :

CFDT métaux des Vosges ;

CFE-CGC métallurgie d'Alsace et des Vosges ;

CFTC métaux des Vosges ;

CGT métaux des Vosges ;

CGT-FO métallurgie des Vosges.